

MISE À JOUR # 10: Situation concernant l' afflux de Centrafricains fuyant vers la République démocratique du Congo

9 AVRIL 2021

Points Saillants

- Au 20 mars, 51 890 personnes (14 692 ménages) ont été enregistrées dans les provinces du Nord et Sud Ubangi ainsi que dans le Bas Uélé par le HCR et la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR).
- Au 30 Mars, 16 partenaires ont lancé un Plan de Réponse d'Urgence Inter-Agence de 69 millions de dollars US coordonné par le HCR et le gouvernement de la RDC, et qui adresse le besoins vitaux des réfugiés Centrafricains et de la population hôte au Nord de la RDC.
- Du 23 au 25 Mars, une délégation de l'Union européenne et de ses Etats membres a rencontré des réfugiés centrafricains au Nord Ubangi et a pu se rendre au site de Modale, où des réfugiés seront prochainement relocalisés.
- Du 24 au 27 mars, le HCR a apporté une assistance monétaire d'urgence à près de 7 000 réfugiés et membres des communautés d'accueil au Nord Ubangi.



Des abris communautaires en cours de construction par AIRD au centre de transit du site de Modale, province du Nord Ubangi. © AIRD/Yakoma

Déclaration d'urgence L2

Le 21 janvier 2021, le HCR en RDC a déclaré une urgence L2 pour cette situation humanitaire. Cette décision vise à renforcer les activités de préparation et de réponse des opérations du HCR pour répondre aux besoins de protection des réfugiés et des autres populations touchées par cette crise.

I- SITUATION

• Elections

Le 30 Mars 2021, Faustin-Archange Touadéra a été investi pour un nouveau mandat de cinq ans à la tête de la Centrafrique, alors que le pays est toujours en proie au conflit déclenché en décembre 2020 et que la principale coalition de l'opposition n'a pas reconnu la validation du chef de l'État. Tandis que le 14 Mars 2021, le deuxième tour des élections législatives a bel et bien eu lieu en Centrafrique sans perturbations majeures et 70 députés ont été provisoirement élus en attendant la confirmation des résultats par la cour constitutionnelle. Le premier tour des élections présidentielles et législatives s'est tenu le dimanche 27 décembre 2020 dans un contexte sécuritaire tendu. Plusieurs groupes armés qui avaient décidé d'une trêve avant les élections ont annoncé leur fusion en un seul mouvement dénommé « Coalition des patriotes pour le changement (CPC) » et la fin de leur cessez-le-feu pour reprendre leurs opérations contre le gouvernement.

Situation sécuritaire

En République centrafricaine (RCA), l'état d'urgence décrété le 21 janvier 2021 a été prolongé jusqu'au mois d'août 2021 et Le couvre-feu mis en place sur tout le territoire de 18 heures à 5 heures doit être strictement respecté. Avec l'opération de traque des rebelles par l'armée Centrafricaine appuyée par ses alliés qui continue, la situation sécuritaire reste volatile en Centrafrique, mais ne s'est pas détériorée davantage au cours du mois dernier. Jusqu'à récemment, de nombreuses familles ont fui vers les pays voisins dont la RDC pour leur protection. Ils se sont installés en majorité dans les localités congolaises situées le long de la frontière.

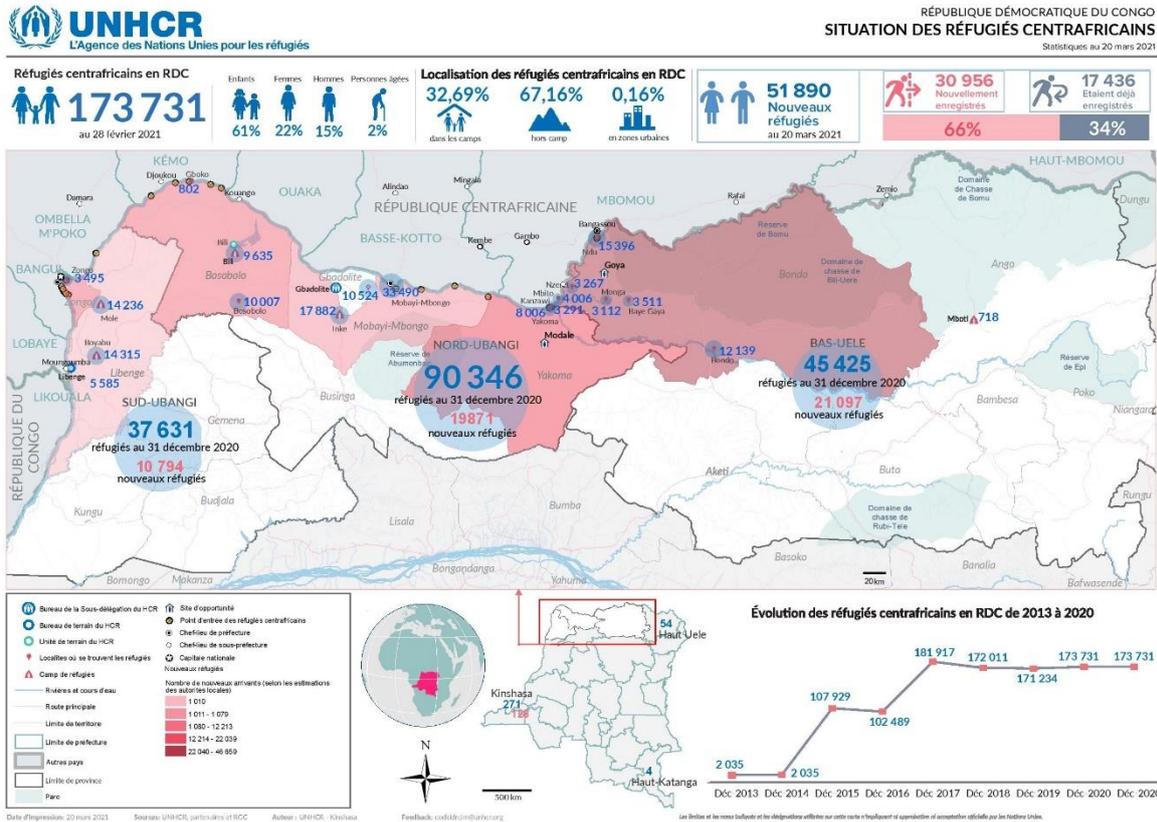
Les populations déplacées font état de violations contre les civils et de pillages par de groupes armés dans plusieurs villages de la RCA. La plupart des personnes récemment arrivés sont encore très proches des frontières

où ils risquent de subir de nouvelles attaques et violations par les groupes armés. Le HCR travaille avec les autorités congolaises pour les relocaliser dans des villages répondant aux normes minimales de sécurité. La majorité d'entre eux sont des femmes et des enfants. De nombreuses personnes ont des besoins spécifiques, tels que les personnes âgées à risque, personnes à mobilité réduite et les survivants de violences sexuelles et basées sur le genre. Le HCR et la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) ont aussi mis en place des équipes conjointes de surveillance à la frontière dans les trois provinces touchées par l'afflux.

Conséquences sur l'opération de rapatriement volontaire

L'insécurité en RCA a gravement affecté l'opération de rapatriement volontaire qui avait été relancée en novembre 2020 après que la pandémie COVID-19 ait forcé la fermeture des frontières. Plus de 17,000 réfugiés vivant actuellement dans les camps de Mole et Boyabu, dans la province du Sud Ubangi, avaient exprimé leur intention de rentrer chez eux. Cependant, plusieurs zones auparavant considérées comme sûres pour recevoir des rapatriés seraient en proie à d'insécurité. Il convient de noter que certains des réfugiés récemment arrivés de la périphérie de Bangui seraient des anciens réfugiés rapatriés volontairement des camps de Mole et Boyabu dans la province du Sud Ubangi, entre 2019 et 2020. À l'heure actuelle, le HCR suit de près l'évolution de la situation en République centrafricaine afin d'évaluer les conditions de sécurité et la possibilité de reprendre les opérations de rapatriement volontaire à l'avenir.

Figure 1 : Zone d'afflux de nouveaux arrivants en provenance de la République centrafricaine



II- STATISTIQUES

Selon les autorités locales, **92 053 personnes originaires de la RCA sont arrivées en RDC** (ce chiffre estimé reste à être vérifié) depuis décembre 2020. Il a été estimé que 46 659 personnes sont arrivées dans la province du Bas Uélé, 35 331 dans la province du Nord Ubangi et 10 063 dans la province du Sud Ubangi. La plupart de nouveaux arrivants se trouvent dans une quarantaine de villages le long des rivières frontalières qui séparent la RCA de la RDC.

Un enregistrement biométrique des réfugiés est en cours dans plusieurs localités le long de la frontière. Au 20 mars 2021, 51 890 réfugiés (14 692 ménages) ont été enregistrés dans les Provinces du Nord et Sud Ubangi ainsi que dans le Bas Uélé par le HCR et la CNR.

III- BESOINS

Leurs besoins les plus pressants sont les vivres, les abris, la documentation, l'accès à l'eau potable, l'éducation, les articles ménagers de première nécessité, les moyens de subsistance, la santé et les installations sanitaires pour limiter la propagation du COVID-19 ainsi que d'autres maladies épidémiques.

- Accès difficile aux soins de santé. La plupart des centres de santé dans les zones d'accueil sont confrontés au manque de médicaments et du matériel médical adéquat ; du personnel qualifié et d'un bâtiment approprié.
- Accès difficile à l'eau potable. Beaucoup de ménages utilisent l'eau de la rivière en l'absence d'une source d'eau aménagée ou d'un forage. Avec plus de financement, plus de forages pourraient être construits, ainsi que plus de sources réhabilitées.
- Rupture régulière des stocks de médicaments essentiels dans la plupart des zones de santé ayant accueilli les nouveaux arrivants dans les provinces du Nord, Sud Ubangi et du Bas Uélé.
- Les outils aratoires, semences et intrants de pêche restent des besoins urgents à couvrir
- La quantité insuffisante de fournitures d'urgence ne pouvant pas couvrir tous les ménages enregistrés
- Plusieurs accouchements non assistés parmi les nouveaux arrivants et besoin urgent en kits hygiéniques pour les femmes et les jeunes filles en âge de procréation.
- Besoin de renforcement de la sensibilisation et des mesures préventives contre la COVID-19 au niveau des sites d'accueil et d'opportunité étant donné les risques accrus d'infection suite aux mouvements de masse et à la promiscuité dans les sites.
- Relocalisation de nouveaux arrivants vers des lieux plus sûrs octroyés par les autorités et éloignés des régions frontalières reculées et instables, où ils sont susceptibles aux nouvelles attaques par de groupes armés de la RCA ou aux recrutements forcés.
- Accès difficile à certains sites d'accueil de réfugiés suite à l'impraticabilité des routes, retardant l'acheminement d'une assistance.
- Un soutien psychosocial est nécessaire pour entre autres, les survivant(e)s de violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG). 91 cas de VSBG ont été identifiés et documentés dans les trois provinces affectées par le nouvel afflux.
- Besoin de garantir que les réfugiés aient accès à un assainissement d'urgence (latrines et douches). Des bâches en plastique sont nécessaires pour la construction d'infrastructures WASH d'urgence.
- Des services d'éducation d'urgence sont nécessaires pour renforcer la protection des enfants qui constitue une partie importante de la population déplacée.
- Le HCR mobilise des ressources pour acheminer par avion davantage de matériels d'urgence de Kinshasa à Yakoma, afin d'assister les personnes dans le besoin aussi rapidement que possible. Des ressources supplémentaires pour le transport par camion de ces matériels aux zones frontalières, ainsi que pour l'entreposage des stocks sont aussi nécessaires.

IV- ACTIONS

- A Modale, l'un des sites de réinstallation identifiés à environ 35 km de Yakoma dans la province du Nord Ubangi, le HCR et ses partenaires poursuivent les travaux de construction en vue de réinstaller des réfugiés se trouvant à Yakoma dans les semaines prochaines. A ce jour, 48 hectares ont été défrichés (en respectant les indications des autorités locales sur la préservation de l'environnement) et quatre abris communautaires sont désormais achevés, sur les cinq prévus pour le centre de transit du site. 48 parcelles ont été délimitées et 32 abris familiaux d'urgence ont été installés, dont 28 sont actuellement en cours d'achèvement.
- Réalisation en cours d'un forage sur les trois prévus et des infrastructures sanitaires au site de Modale par ACTED, ainsi que de huit latrines du centre de transit dont les travaux ont déjà commencé.
- Finalisation des travaux de réhabilitation du pont Bigenzale situé à environ 65 km de Yakoma par le partenaire du HCR, AIRD, qui poursuit les réparations des points chauds ainsi que la réhabilitation de trois ponts sur le tronçon qui mène vers le site de Modale.
- Obtention d'un accord de principe avec le médecin chef de Zone de Santé de Wasolo sur (a) la construction d'un poste de santé en matériaux d'urgence pour assurer l'accès aux soins de santé des réfugiés pendant la première phase ; (b) sur la construction d'un Centre de Santé de Référence pour le site de Modale (deuxième phase).
- Identification par le partenaire du HCR, ADSSE, de 9 800 enfants en âge de scolarisation parmi les nouveaux arrivants dans les trois provinces concernées. Ils seront orientés vers les écoles une fois relocalisés à Modale.
- Du 24 au 27 mars, une assistance monétaire d'urgence a été effectuée par le HCR à travers le partenaire Trust Merchant Bank (TMB). 6.944 réfugiés centrafricains (2,132 ménages) les plus vulnérables) dont 291 personnes autochtones (40 ménages) ont bénéficié de cette assistance à Yakoma, province du Nord Ubangi.

- Au 2 avril, 91 cas de de VBG ont été identifiés et documentés par AIDES dans les provinces du Nord et sud Ubangi ainsi que dans le Bas Uélé. Le partenaire du HCR, AIDES, apporte un appui psycho social et mène des sensibilisations sur les mesures préventives contre la VBG.
- 6 143 personnes à besoins spécifiques ont été identifiées par le HCR. Les enfants non accompagnés et les enfants séparés sont à la tête (1 566 cas) suivi par des femmes à risque (1 183 cas). Le HCR envisage des actions spécifiques de suivi et d'assistance en s'appuyant sur les mécanismes communautaires et les types d'assistance existants.
- Grâce aux efforts de plaidoyer, le HCR a obtenu la prise en charge médicale gratuite des enfants réfugiés et autochtones de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes dans sept centres de santé ciblés et appuyés par le HCR en médicaments et frais de fonctionnement, dans les zones de santé de Mobaye, de Yakoma et de Gbadolite, province du Nord Ubangi.
- Du 25 au 27 mars, plus de 14 000 enfants réfugiés ont été vaccinés contre la poliomyélite à travers les Provinces du Nord et du Sud Ubangi lors de la première phase de la campagne de vaccination organisée par le Ministère de la santé. Ce, grâce au plaidoyer du HCR auprès de l'OMS, de l'Unicef et du Programme élargi de vaccination, PEV. La deuxième phase est prévue du 8 au 10 avril.
- Du 23 au 25 mars, une [visite des ambassadeurs de l'Union européenne](#) et de ses Etats membres à Yakoma et ses environs, province du Nord Ubangi a été organisée par le HCR. L'objectif de cette mission était de s'imprégner des conditions de vie des réfugiés et des populations qui les ont accueillis, de se rendre compte de l'assistance déjà reçue et des besoins exprimés, ainsi que d'évaluer les difficultés et contraintes dans la mise en œuvre des programmes d'assistance dans cette partie du pays.
- Le 30 mars, 16 partenaires humanitaires ont officiellement lancé un [Plan Inter-Agences de réponse](#) aux réfugiés, coordonné par le HCR et par le gouvernement de la RDC. Ce plan lance un appel de 69 millions de dollars US pour répondre aux besoins vitaux des 92,000 réfugiés récemment arrivés de RCA en RDC et de près de 100 000 membres des communautés d'accueil.
- Ce 5 avril, le Programme alimentaire mondial (PAM) avec le soutien du HCR et ADSSE a lancé une distribution de 213 tonnes de vivres aux nouveaux arrivants à Ndu, province du Bas Uélé et ses environs. Ces vivres composés du riz, petits pois et d'huile végétale sont destinés à près de 20,000 personnes dont 50 ménages autochtones de 250 personnes.

Contact

Johannes van Gemund, Senior External Relations Officer, Représentation du HCR à Kinshasa, gemund@unhcr.org, Tel: +243 817 009 484

Vittoria Moretti, Associate External Relations and Reporting Officer, Représentation du HCR à Kinshasa, moretti@unhcr.org, Tel: +243 820 556 659

[DR Congo Emergency page](#) | [UNHCR DRC operation page](#) | [Facebook](#) | [Twitter](#)